

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2014)
Heft: 2025

Artikel: Zurich: glissements à droite même dans les villes : il y a les grandes et les petites villes
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012678>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

que ce thème n'était pas une «*vache sacrée*». Signe d'une évolution réelle? Il s'agirait aussi non seulement de renforcer la lutte contre la sous-enchère salariale, mais surtout de renforcer les sanctions, actuellement peu dissuasives, contre les employeurs qui ne respecteraient pas les dispositions légales ou conventionnelles.

Et ne revenons pas sur les questions liées à l'aménagement du territoire et à la politique des transports que *Domaine Public* a abondamment traitées au cours de ces derniers mois.

Le nœud de tous ces problèmes est qu'il n'existe pas de majorité politique pour les traiter avec sérieux et diligence. Au fond, peu de monde souhaite vraiment

s'interroger sur le modèle de développement économique du pays, la répartition spatiale des activités économiques et la manière dont sont (mal) distribués les bienfaits de la prospérité tant vantée.

Ces questions sont en fait diablement complexes. Beaucoup plus simple, au final, de s'en prendre au nombre d'étrangers plutôt qu'aux entreprises qui les engagent.

Zurich: glissements à droite même dans les villes

Il y a les grandes et les petites villes

Yvette Jaggi - 10 février 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/25218>

Dans la plus grande ville de Suisse, la majorité rose-rouge-verte installée en 1990 se maintient à l'exécutif (9 membres) comme au parlement communal (125). Mais à la municipalité, toujours présidée par la socialiste Corine Mauch, la démissionnaire verte Ruth Genner est remplacée par l'ancien modérateur de l'émission télévisée *Arena* et conseiller national Filippo Leutenegger, libéral-radical proche de l'UDC.

Au Conseil communal en revanche, les 38 socialistes et leurs alliés verts et membres de l'Alternative de gauche (AL) se retrouvent à 60 (+2) face à 49 représentants des partis bourgeois (22 UDC, 21 PLR et 6 PDC), avec 16 élus centristes (13 verts libéraux et 3 évangéliques) pour faire la

balance. Deux formations gagnent chacune trois sièges: l'AL grâce à la visibilité que lui vaut depuis l'an dernier son nouveau municipal Richard Wolff, et le PLR, qui semble se ressaisir.

A Winterthour, dont la présidence est passée il y a quatre ans du PS au PDC, la majorité a cette fois basculé avec le retour d'un UDC à l'exécutif, après douze ans d'absence. Les bourgeois sont donc à nouveau quatre sur sept. En revanche, au parlement local (60 membres) se retrouve le même rapport de forces de 22 roses-rouges-verts contre 24 représentants des partis bourgeois, sans oublier 7 Verts libéraux, 7 élus divers, dont un membre du Parti Pirate. Dans une situation financière difficile depuis deux

ans environ, la plus petite (103'000 habitants) des six grandes villes de Suisse entame une législature dans un climat politique plutôt pesant.

Trois autres villes du canton de Zurich viennent aussi de renouveler leurs autorités: Dietikon (24'200 habitants), Kloten (18'200 hab.) et Schlieren (16'700 hab.). Contrairement aux citoyens de la métropole et de Winterthour, ceux de ces trois villes ont, le même jour, approuvé l'initiative de l'UDC contre l'immigration massive, à des majorités comprises entre 53% et 60%, et conforté la majorité de droite dans leurs exécutifs et parlements respectifs.

A Dietikon, présidée par un libéral-radical, on compte tout juste un PS sur sept à l'exécutif

et onze élus de gauche sur 36 au Conseil communal. A Kloten, située dans l'un des plus populistes-conservateurs districts du canton, le président reste UDC et la majorité demeure bourgeoise, tant à l'exécutif (cinq sur sept) qu'au parlement local (25 sur 32).

Les roses-verts n'ont qu'à s'encourager. Situation à peine meilleure à Schlieren, avec un président de ville PS à la tête d'une municipalité à cinq bourgeois sur sept et avec un Conseil communal de 36 membres où les 27 élus bourgeois dominent largement.

Comme on le voit, le vote dit urbain est, d'abord, celui des grandes villes et métropoles (à l'échelle suisse s'entend bien). Les citoyens des communes de moins de 30'000 habitants se comportent volontiers comme les résidents de bons gros villages.

Agriculture durable... pour les nantis

La souveraineté alimentaire des Verts: chère et isolationniste

Albert Tille - 04 février 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/25185>

C'est parti. La récolte des signatures pour l'initiative de l'[Union suisse des paysans](#) sur le renforcement de la production indigène de denrées alimentaires débutera le 11 février.

Petit retard pour les [Verts](#). Leurs délégués ont adopté une initiative concurrente pour des denrées alimentaires produites de manière durable. La récolte des signatures ne commencera qu'en mai. Un troisième texte, celui du syndicat agricole minoritaire [Uniterre](#), est en gestation. Une quatrième initiative de l'UDC annoncée l'automne passé ne verra pas le jour ([DP 2015](#)). Le parti «agrarien» l'a retirée au profit de celle, moins rigoureuse, de l'Union suisse des paysans.

Le texte de la grande centrale agricole est plus déclamatoire que contraignant. Il entend renforcer la production indigène, notamment en prenant des mesures contre la

perte des terres cultivées. C'est déjà ce que prévoit la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire en limitant la surface des zones à bâtir ([DP 2019](#)). L'initiative demande de diminuer les charges administratives sur l'agriculture et de garantir la sécurité des investissements. Elle est en revanche muette sur un renforcement des protections aux frontières.

L'initiative des Verts est moins précautionneuse. Pour que les Suisses consomment des denrées alimentaires sûres et produites dans le respect de l'environnement, des animaux et dans des conditions de travail équitables, les aliments importés devront répondre aux exigences appliquées à l'agriculture suisse. La Confédération pourra soumettre les produits étrangers à autorisation, elle pourra modifier les droits de douane et imposer des contingents.

En appliquant ces mesures, la Suisse ne respecterait pas les accords de l'OMC. En signant ce texte il y a 20 ans déjà, notre pays s'est engagé à ne pas aggraver les obstacles aux échanges des produits agricoles. Donc pas de nouveaux contingents ni de hausse des droits de douane, pas d'interdiction d'importations sauf pour des précautions sanitaires impératives. En cas de violation de ces engagements, la Suisse pourrait être condamnée à des rétorsions par l'organe de règlement des différends. Si, par exemple, la Confédération décidait d'interdire l'importation de poulets qui n'ont pas été élevés comme chez nous, la France ou tout autre pays obtiendrait, en compensation, le droit de bloquer l'entrée de certains produits agricoles ou industriels en provenance de Suisse. Belles querelles en perspective entre les différents *lobbies* helvétiques.